**Chapitre 7** : Quel est le rôle de l’etat dans la regulation economique ?

|  |
| --- |
| **OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE**  À la fin du cours, vous serez capable de :   1. **Comprendre les fondements théoriques** des interventions étatiques dans l'économie. 2. **Analyser les déséquilibres économiques** (inflation, chômage) et leurs causes en s’appuyant sur les modèles économiques classiques et contemporains. 3. **Expliquer et critiquer les politiques économiques** (conjoncturelles et structurelles) en mettant en perspective leurs objectifs, outils, et limites. 4. **Appréhender la croissance économique** à travers les théories de croissance et les facteurs déterminants. |

|  |
| --- |
| **INTRODUCTION**  La régulation économique, c’est l'ensemble des actions que l'État met en œuvre pour influencer et orienter l’économie. Cela signifie que l’État joue un rôle pour guider certaines parties de l'économie afin d’atteindre des objectifs précis, comme maintenir les prix stables, créer des emplois, ou limiter les effets négatifs des crises financières.  Dans notre société, nous avons un système économique dit « mixte » : il y a à la fois des éléments de marché (où les entreprises et les individus prennent des décisions pour maximiser leurs profits) et un rôle de l’État, qui intervient pour corriger certaines imperfections ou éviter des déséquilibres graves. Par exemple, le marché seul pourrait laisser de côté certains services essentiels, comme l’éducation ou la santé, ou encore amplifier les inégalités. C'est là que l'État entre en scène.  La question centrale est donc la suivante : quel rôle exact l'État doit-il jouer dans l’économie ? Et comment peut-il trouver un équilibre entre son intervention pour stabiliser ou corriger le marché, et la liberté du marché qui cherche lui-même à s’autoréguler grâce aux lois de l'offre et de la demande ? |

**PLAN DE COURS**

[A. Les fonctions économiques de l’État selon Musgrave 3](#_Toc182243836)

[1. La fonction d’allocation des ressources 3](#_Toc182243837)

[2. La fonction de redistribution 4](#_Toc182243838)

[3. La fonction de stabilisation 4](#_Toc182243839)

[B. L’État face aux déséquilibres économiques 6](#_Toc182243840)

[1. La croissance économique 6](#_Toc182243841)

[2. L’inflation 7](#_Toc182243842)

[3. Le chômage 8](#_Toc182243843)

[C. Les politiques économiques et leurs instruments 10](#_Toc182243844)

[1. Les politiques conjoncturelles 10](#_Toc182243845)

[2. Les politiques structurelles 11](#_Toc182243846)

[D. Les limites de l’intervention de l’État 14](#_Toc182243847)

[1. L’internationalisation de l’économie 14](#_Toc182243848)

[2. Les contraintes budgétaires 15](#_Toc182243849)

[3. Les effets pervers de l’intervention de l’État 15](#_Toc182243850)

[E. La régulation supranationale dans le cadre européen 18](#_Toc182243851)

[1. Le partage des compétences entre l’Union européenne et les États membres 18](#_Toc182243852)

[2. La politique économique de la zone euro 19](#_Toc182243853)

[3. Les défis de la régulation européenne 20](#_Toc182243854)

[F. Résumé 22](#_Toc182243855)

[G. Exercice 24](#_Toc182243856)

# Les fonctions économiques de l’État selon Musgrave

L’économiste Richard Musgrave a identifié trois grands rôles pour l’État dans l’économie : il peut allouer des ressources, redistribuer les richesses, et stabiliser l’économie. Ce découpage nous aide à comprendre pourquoi et comment l’État intervient pour pallier les limites du marché et favoriser un meilleur équilibre économique et social. Voyons ces fonctions en détail.

## La fonction d’allocation des ressources

Dans une économie, le marché (les interactions entre entreprises et consommateurs) détermine souvent la production de biens et services en fonction de la demande et du profit. Cependant, il arrive que certains biens ou services essentiels ne soient pas fournis en quantité suffisante, voire pas du tout, par les acteurs privés. C'est là qu'intervient l'État : il décide de produire ou de gérer ces biens pour répondre aux besoins de la société.

**Pourquoi le marché échoue-t-il ici ?**

Les entreprises cherchent naturellement à faire du profit. Pour cette raison, elles sont moins enclines à produire des biens ou services dont le coût ne peut pas être couvert par les recettes (ce que les gens sont prêts à payer). Par exemple, construire un pont coûte cher, et les bénéfices sont faibles si tout le monde peut y accéder sans payer.

**Exemples concrets :**

* **Biens collectifs** : Ce sont des biens ou des services dont tout le monde peut bénéficier, que l’on appelle aussi des « biens publics ». Un exemple typique est **l’infrastructure routière**. Si une entreprise privée devait construire une route, elle devrait faire payer les utilisateurs pour rentabiliser les coûts. Or, beaucoup de personnes ne paieraient pas pour l’utiliser, même si elles en bénéficieraient. L'État prend donc en charge la construction des routes, en utilisant les impôts pour couvrir les coûts, afin que tout le monde puisse y accéder librement.
* **L’éducation publique**. L’éducation est essentielle pour le développement de la société, mais elle coûte cher. Si elle était complètement laissée au privé, certains enfants ne pourraient pas y accéder. En finançant l’éducation, l’État garantit que tous les jeunes aient une base de connaissances et de compétences, ce qui profite à l’ensemble de la société.
* **Gestion des externalités** : Une externalité est un effet secondaire d’une activité économique qui impacte des personnes autres que celles directement impliquées. Par exemple, une usine peut produire des biens utiles, mais émettre aussi de la pollution, ce qui affecte la santé des citoyens. La pollution est une **externalité négative**, car elle cause des dommages qui ne sont pas pris en compte dans le prix des biens produits.

L’État intervient pour réguler cette pollution, en imposant des normes, des taxes, ou même en investissant dans des solutions de nettoyage. Il peut aussi encourager les entreprises à adopter des pratiques plus respectueuses de l’environnement en offrant des subventions.

## La fonction de redistribution

L’un des rôles clés de l’État est d’essayer de réduire les inégalités économiques entre les citoyens. En effet, dans une économie de marché pure, les richesses se concentrent souvent entre les mains de ceux qui possèdent le capital ou des compétences rares, ce qui peut laisser une partie de la population dans des conditions de vie précaires.

**Comment l’État intervient-il pour redistribuer les richesses ?**

L’État utilise plusieurs outils pour transférer des ressources des plus aisés vers les plus modestes, afin de créer une certaine égalité des chances et de garantir des conditions de vie minimales pour tous.

* **Fiscalité** : Les impôts et les taxes sont des prélèvements obligatoires que l’État impose sur les revenus, la consommation, et le patrimoine. En général, l’impôt sur le revenu est progressif, c’est-à-dire que les personnes qui gagnent plus d’argent paient un pourcentage plus élevé de leur revenu. Ces impôts sont ensuite utilisés pour financer des services publics ou des aides sociales.
* **Transferts sociaux** : Les transferts sociaux, comme les allocations familiales, les aides au logement, ou les indemnités de chômage, sont des sommes d’argent que l’État verse aux personnes ou aux familles qui en ont besoin. Ces aides permettent de soutenir les personnes à faible revenu, les chômeurs, ou les familles nombreuses. Cela contribue à réduire les inégalités de revenus et à offrir un filet de sécurité pour ceux qui rencontrent des difficultés économiques.

En somme, grâce à la fiscalité et aux transferts sociaux, l’État effectue une redistribution des richesses pour réduire les écarts de revenus et améliorer les conditions de vie des citoyens les plus modestes.

## La fonction de stabilisation

L’économie n’est pas toujours stable : elle passe par des cycles, avec des périodes de croissance (expansion) et des périodes de ralentissement (récession). Pendant les phases de récession, le chômage augmente souvent, les entreprises produisent moins, et le pouvoir d’achat des ménages diminue. Inversement, pendant les phases de forte croissance, l’inflation (hausse des prix) peut devenir un problème. La fonction de stabilisation consiste donc pour l’État à intervenir pour maintenir un équilibre économique, en agissant sur le niveau de l’emploi, le niveau des prix, et les échanges économiques avec l’étranger.

**Comment l’État stabilise-t-il l’économie ?**

L’État dispose de deux types d’outils principaux : les politiques conjoncturelles et les politiques structurelles.

* **Politiques conjoncturelles** : Ce sont des actions de court terme, conçues pour répondre à des situations économiques immédiates. Par exemple, en cas de récession, l’État peut augmenter ses dépenses publiques (construire des infrastructures, embaucher dans le secteur public) pour stimuler la demande et encourager l’emploi. Il peut aussi baisser les taux d’intérêt, ce qui rend les emprunts moins chers et incite les entreprises à investir et les ménages à consommer davantage.

À l’inverse, en période de forte croissance, si l’inflation devient excessive, l’État peut réduire ses dépenses ou augmenter les impôts pour calmer la demande et stabiliser les prix.

* **Politiques structurelles** : Ces politiques visent à créer des conditions économiques favorables à long terme. L’État peut investir dans l’éducation, la recherche et l’innovation pour augmenter la productivité globale de l’économie et rendre les entreprises nationales plus compétitives. Il peut aussi réformer certains secteurs, comme celui de l’énergie, pour encourager des pratiques plus durables et sécuriser les ressources pour le futur.

Ces politiques de stabilisation aident à minimiser les chocs économiques et à créer un environnement économique plus prévisible pour les citoyens et les entreprises.

# L’État face aux déséquilibres économiques

L’État joue un rôle crucial pour atténuer les déséquilibres économiques qui peuvent surgir dans une économie, comme les périodes de récession, l’inflation excessive ou encore le chômage. Chacun de ces déséquilibres affecte les citoyens, la production, et la stabilité globale. Voyons comment l’État s’y prend pour répondre à ces défis.

## La croissance économique

**Définition de la croissance économique et ses indicateurs**

La croissance économique se réfère à l’augmentation de la production de biens et de services dans un pays sur une période donnée. En termes simples, une économie en croissance est une économie où la richesse totale augmente, ce qui peut permettre une amélioration des conditions de vie des citoyens.

Le principal indicateur de la croissance économique est le **Produit Intérieur Brut (PIB)**, qui mesure la valeur de tous les biens et services produits dans un pays sur une année. Cependant, d’autres indicateurs peuvent aussi être utilisés, comme le **PIB par habitant** (qui rapporte le PIB à la population pour mesurer le niveau de vie moyen) ou des indicateurs qualitatifs, comme l’indice de développement humain (IDH), qui prend en compte des aspects sociaux comme l’éducation et la santé.

**Le rôle de l’État dans la stimulation de la croissance à long terme**

L'État peut adopter des **politiques structurelles** pour stimuler la croissance à long terme. Ces politiques visent à améliorer le fonctionnement de l’économie dans sa globalité et à encourager l’innovation, l’éducation, et les infrastructures, ce qui sont des piliers d’une croissance durable. Par exemple :

* **Investissement en éducation** : En développant un système éducatif solide, l’État améliore le capital humain, c’est-à-dire les compétences et la productivité des travailleurs. L'économiste **Gary Becker**, prix Nobel d’économie, a mis en avant l’idée que l’éducation et la formation sont des investissements en « capital humain », qui augmentent la productivité et soutiennent la croissance économique à long terme.
* **Soutien à la recherche et à l’innovation** : En finançant la recherche ou en offrant des incitations fiscales aux entreprises innovantes, l’État stimule les découvertes technologiques qui rendent les entreprises plus productives. L’économiste **Joseph Schumpeter** a expliqué que l’innovation est le moteur de la « destruction créatrice » dans l’économie : de nouvelles entreprises et technologies remplacent progressivement les anciennes, ce qui est essentiel pour la croissance économique.
* **Développement des infrastructures** : Les infrastructures (routes, ports, réseaux numériques) facilitent les échanges et la mobilité, ce qui favorise l’activité économique. Par exemple, un réseau de transport efficace permet aux entreprises de livrer leurs produits plus rapidement et à moindre coût.

**La soutenabilité de la croissance économique**

Cependant, une question importante aujourd’hui est celle de la **soutenabilité de la croissance** dans un contexte de **développement durable**. La croissance économique, en effet, peut conduire à une consommation excessive de ressources naturelles et à la dégradation de l’environnement. C’est pourquoi des économistes comme **Nicholas Stern** ont mis en garde contre les dangers du changement climatique pour la croissance future.

L’État peut encourager une croissance plus soutenable en adoptant des politiques de **croissance verte**, qui visent à réduire l’empreinte écologique de l’économie tout en continuant à améliorer le bien-être économique. Cela peut inclure des subventions pour les énergies renouvelables, des réglementations pour réduire la pollution, et des incitations pour que les entreprises adoptent des pratiques respectueuses de l’environnement.

## L’inflation

**Définition de l’inflation et ses causes**

L’inflation est l’augmentation générale des prix des biens et services dans une économie. Elle signifie qu’avec le temps, chaque unité de monnaie permet d’acheter moins de biens qu’auparavant. L’inflation est généralement mesurée par l’**indice des prix à la consommation (IPC)**.

Les causes de l’inflation sont multiples, mais les deux principales sont :

1. **L’inflation par la demande** : Si la demande pour les biens et services dépasse la capacité de production de l’économie, les prix augmentent. Par exemple, si les consommateurs ont davantage d’argent à dépenser (suite à une baisse d’impôts, par exemple), ils achèteront davantage de biens, ce qui peut faire monter les prix.
2. **L’inflation par les coûts** : Si le coût des matières premières (comme le pétrole) augmente, les entreprises répercutent cette hausse sur les prix de leurs produits, ce qui engendre de l’inflation.

**Comment l’État peut-il lutter contre l’inflation ?**

Pour contrer l’inflation, l’État dispose de deux principaux outils : la politique monétaire et la politique budgétaire.

* **La politique monétaire** : C’est l’ensemble des actions de la banque centrale (comme la Banque Centrale Européenne ou la Réserve Fédérale aux États-Unis) pour réguler la quantité de monnaie en circulation et contrôler les taux d’intérêt. L’économiste **Milton Friedman** a soutenu que l’inflation est essentiellement un phénomène monétaire : si la banque centrale augmente trop la quantité de monnaie en circulation, cela entraîne une hausse des prix. En augmentant les taux d’intérêt, la banque centrale rend le crédit plus cher, ce qui ralentit la demande et réduit l’inflation.
* **La politique budgétaire** : En augmentant les impôts ou en réduisant les dépenses publiques, l’État peut aussi réduire la demande globale dans l’économie, ce qui aide à maîtriser l’inflation. Cette approche est cependant moins utilisée, car elle est souvent impopulaire et peut causer des ralentissements économiques.

## Le chômage

**Définition du chômage et ses différentes formes**

Le chômage désigne la situation des personnes qui n’ont pas d’emploi mais qui en cherchent activement. Il existe plusieurs types de chômage, chacun ayant des causes et des solutions spécifiques.

* **Chômage conjoncturel** : Il est lié aux fluctuations de l’activité économique. Lorsqu’une économie entre en récession, la production baisse, et les entreprises licencient une partie de leurs employés. Ce type de chômage est temporaire, mais il peut devenir problématique si la récession persiste.
* **Chômage structurel** : Ce type de chômage résulte des changements de structure dans l’économie, comme l’apparition de nouvelles technologies qui rendent certains métiers obsolètes. Par exemple, l’automatisation des tâches industrielles a réduit le besoin de main-d’œuvre dans les usines, créant un chômage structurel parmi les ouvriers.
* **Chômage frictionnel** : Il est causé par le temps nécessaire pour trouver un emploi. Même dans une économie en bonne santé, les travailleurs changent d’emploi, ce qui entraîne un chômage temporaire.

**Analyse des causes du chômage et rôle de l’État**

Le chômage peut être influencé par de nombreux facteurs, et l’État joue un rôle important pour le limiter.

* **Politiques de l’emploi** : L’État peut adopter des politiques pour favoriser la création d’emplois. Par exemple, en baissant les impôts pour les entreprises qui embauchent, il encourage celles-ci à recruter davantage. Des économistes comme **John Maynard Keynes** ont montré que dans des périodes de faible demande, l’État doit soutenir l’emploi par des politiques actives, comme l’investissement public, afin de créer des emplois et relancer la demande.
* **Formation et reconversion** : Pour lutter contre le chômage structurel, l’État peut investir dans des programmes de formation pour aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires dans les nouveaux secteurs de l’économie. Cela permet de mieux adapter l’offre de travail (les compétences des travailleurs) à la demande de travail (les emplois disponibles).
* **Flexibilité du marché du travail** : Certains économistes, comme ceux de l'école de pensée libérale, soutiennent que réduire les barrières à l'embauche et au licenciement peut diminuer le chômage, en rendant le marché du travail plus flexible. D’autres, cependant, estiment que cela peut précariser les travailleurs et augmenter l’insécurité économique.

En somme, l’État dispose de divers outils pour agir contre le chômage, en fonction des causes et des types de chômage en question.

# Les politiques économiques et leurs instruments

Les politiques économiques sont des outils dont l’État dispose pour atteindre ses objectifs en matière de croissance, de stabilité et de bien-être économique. Elles se divisent en deux grandes catégories : les **politiques conjoncturelles**, qui visent à stabiliser l’économie à court terme, et les **politiques structurelles**, qui cherchent à transformer le fonctionnement de l’économie à long terme.

## Les politiques conjoncturelles

**Définition des politiques conjoncturelles et leurs objectifs**

Les **politiques conjoncturelles** sont des mesures que l’État prend pour réagir aux fluctuations de l’économie à court terme, comme les récessions ou les périodes de surchauffe (quand la demande est très élevée et que les prix augmentent rapidement). L’objectif principal de ces politiques est de **stabiliser l’activité économique** pour éviter les chocs brutaux qui pourraient causer des périodes prolongées de chômage ou une inflation excessive.

L’économiste **John Maynard Keynes** est considéré comme l’un des pionniers des politiques conjoncturelles. Dans son ouvrage *La Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie* (1936), il a proposé que, face aux crises économiques, l’État doit intervenir activement pour stimuler la demande globale (les dépenses de consommation et d’investissement dans l’économie) afin de sortir d’une récession.

**Les principaux instruments des politiques conjoncturelles**

Les politiques conjoncturelles se divisent en deux grands types : la politique budgétaire et la politique monétaire.

1. **Politique budgétaire**

La politique budgétaire consiste à utiliser les **dépenses publiques** et les **recettes publiques** (comme les impôts et les taxes) pour influencer le niveau de la demande globale.

* + **Dépenses publiques** : Lorsqu’il y a une récession, l’État peut augmenter ses dépenses publiques pour compenser la baisse de la demande privée. Par exemple, en lançant des projets d’infrastructure (comme la construction de routes, de ponts, ou d’écoles), l’État crée des emplois et injecte de l’argent dans l’économie, ce qui stimule la consommation et l’investissement. Keynes préconisait ce type d’intervention pour sortir de la Grande Dépression des années 1930.
  + **Recettes publiques** : L’État peut aussi modifier le niveau des impôts pour influencer la consommation. Par exemple, en baissant les impôts sur le revenu, il laisse davantage de pouvoir d’achat aux ménages, ce qui peut stimuler la demande. À l’inverse, en période de surchauffe économique, l’État peut augmenter les impôts pour calmer la demande et réduire l’inflation.

1. **Politique monétaire**

La politique monétaire est gérée par la **banque centrale** (comme la Banque Centrale Européenne ou la Réserve Fédérale aux États-Unis) et vise à contrôler le coût et la quantité de monnaie en circulation.

* + **Taux d’intérêt** : La banque centrale peut baisser les taux d’intérêt pour encourager l’emprunt et donc la consommation et l’investissement. Un taux d’intérêt plus bas rend les crédits moins chers, ce qui incite les entreprises à investir et les ménages à consommer davantage. À l’inverse, pour lutter contre l’inflation, la banque centrale peut augmenter les taux d’intérêt, rendant l’emprunt plus coûteux et ralentissant la demande.
  + **Contrôle de la masse monétaire** : La banque centrale peut aussi augmenter ou réduire la masse monétaire (la quantité de monnaie en circulation dans l’économie). En augmentant la masse monétaire (par exemple, par l’achat de titres financiers), elle injecte des liquidités dans l’économie, ce qui peut stimuler la demande. Cette stratégie a été utilisée de manière massive après la crise de 2008, dans ce qu’on appelle la « politique de quantitative easing ».

L’économiste **Milton Friedman**, prix Nobel d’économie, a largement influencé la politique monétaire moderne. Contrairement à Keynes, Friedman pensait que la régulation de la masse monétaire était le principal levier de contrôle de l’économie, et il recommandait de limiter les interventions budgétaires pour éviter des dettes excessives.

## Les politiques structurelles

**Définition des politiques structurelles et leurs objectifs**

Les **politiques structurelles** visent à transformer les fondations de l’économie pour en améliorer le fonctionnement à long terme. Contrairement aux politiques conjoncturelles, elles ne cherchent pas à influencer la demande globale directement, mais plutôt à rendre l’économie plus productive, innovante et résistante face aux crises. L’objectif est d’atteindre une croissance durable, capable de créer des emplois et de rester compétitive à l’échelle internationale.

Les politiques structurelles touchent souvent aux aspects fondamentaux de l’économie, comme l’éducation, l’innovation, et la concurrence. Ces politiques s’appuient sur des concepts tels que le **capital humain** (la qualité de la main-d'œuvre) et le **capital technologique** (les technologies et les innovations disponibles).

**Les principaux instruments des politiques structurelles**

Les politiques structurelles se déclinent en plusieurs catégories, notamment les politiques d’offre, la politique de la demande et les politiques sectorielles.

1. **Politiques d’offre**

Les politiques d’offre visent à améliorer la capacité de production de l’économie en influençant les entreprises, les travailleurs, et les infrastructures. Elles reposent sur plusieurs leviers :

* + **Investissements publics** : En investissant dans les infrastructures (comme les réseaux de transport ou les infrastructures numériques), l’État rend les échanges économiques plus fluides, ce qui favorise la croissance. Un réseau de transport efficace permet aux entreprises de livrer leurs produits plus rapidement, et les infrastructures numériques améliorent la connectivité et la productivité.
  + **Éducation et formation** : En développant l’éducation et en soutenant la formation continue, l’État améliore le capital humain, c’est-à-dire les compétences et la productivité des travailleurs. L’économiste **Gary Becker**, prix Nobel d’économie, a montré que l’éducation est un investissement en capital humain, qui augmente la productivité et les revenus des individus.
  + **Innovation** : L’État peut encourager la recherche et l’innovation en offrant des subventions, en finançant des instituts de recherche, ou en instaurant des incitations fiscales pour les entreprises innovantes. **Joseph Schumpeter** a souligné l’importance de l’innovation comme moteur de la croissance économique. Sa théorie de la « destruction créatrice » explique que les nouvelles technologies remplacent les anciennes et créent de nouvelles opportunités économiques, même si elles causent parfois des perturbations dans certains secteurs.
  + **Concurrence** : Pour stimuler l’efficacité, l’État peut encourager la concurrence en réglementant certains marchés. Plus la concurrence est forte, plus les entreprises sont incitées à innover et à réduire leurs coûts. Cela profite aux consommateurs, qui peuvent acheter des produits de meilleure qualité à des prix plus bas.

1. **Politique de la demande**

Bien que les politiques structurelles concernent principalement l’offre, certaines mesures peuvent également stimuler la demande à long terme. Par exemple, l’État peut encourager la consommation et l’investissement dans certains secteurs stratégiques, comme le secteur des énergies renouvelables, pour orienter l’économie vers des choix plus durables.

1. **Politiques sectorielles**

Les politiques sectorielles consistent à soutenir des secteurs spécifiques de l’économie qui sont jugés stratégiques ou prioritaires pour le développement à long terme. Par exemple :

* + **Soutien aux secteurs industriels** : L’État peut décider de soutenir l’industrie automobile ou l’industrie aéronautique en offrant des subventions ou des aides à l’innovation, car ces secteurs jouent un rôle clé dans l’économie et offrent de nombreux emplois.
  + **Transition écologique** : Dans le contexte actuel, de nombreux États mettent en place des politiques de transition écologique pour soutenir les énergies renouvelables, réduire la dépendance aux énergies fossiles, et lutter contre le changement climatique. Cela peut inclure des investissements publics dans l’énergie solaire ou éolienne, des subventions pour les véhicules électriques, et des incitations fiscales pour les entreprises vertes.
  + **Politiques de réindustrialisation** : Certains États, notamment en Europe, visent à redévelopper leur base industrielle après des décennies de délocalisation, en offrant des incitations fiscales ou des aides à l’implantation pour attirer les industries sur leur territoire.

Les politiques structurelles influencent donc la croissance de manière plus subtile mais plus durable que les politiques conjoncturelles. En modifiant les structures profondes de l’économie, elles rendent celle-ci plus compétitive et résiliente à long terme, contribuant ainsi à une croissance économique stable et équilibrée.

# Les limites de l’intervention de l’État

Si l’État peut jouer un rôle crucial pour soutenir l’économie et corriger certains déséquilibres, son action n’est pas sans limites. En effet, plusieurs facteurs limitent la capacité d’intervention de l’État, qu’il s’agisse de la mondialisation, des contraintes budgétaires, ou des effets potentiellement négatifs de ses actions.

## L’internationalisation de l’économie

**Comment la mondialisation limite la marge de manœuvre des États**

Avec la mondialisation et l'intégration économique croissante, les économies des pays sont de plus en plus interconnectées, ce qui limite la capacité de chaque État à contrôler son économie de manière autonome. La mondialisation se traduit par la libre circulation des biens, des services, des capitaux, et même de la main-d'œuvre entre les pays. Ce phénomène a accru la concurrence entre les États, car les entreprises et les investisseurs peuvent désormais choisir de déplacer leurs activités vers les pays où les conditions (fiscalité, coûts de production, réglementation) sont les plus favorables.

Dans ce contexte, les États sont moins libres de mettre en œuvre certaines politiques économiques, car celles-ci pourraient entraîner des effets indésirables. Par exemple, un pays qui augmente ses impôts pour financer ses dépenses publiques peut voir certaines entreprises délocaliser leurs activités vers des pays à fiscalité plus faible. Ainsi, l’internationalisation réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour intervenir dans l’économie.

L’économiste **David Ricardo**, avec sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions où ils sont les plus compétitifs. Si cette idée renforce l’intérêt du commerce international, elle montre aussi que les États, en s’intégrant aux échanges mondiaux, deviennent interdépendants, limitant leurs possibilités de protection de certaines industries.

**Exemple : la politique monétaire unique dans la zone euro**

Un exemple de cette limitation est la **politique monétaire unique dans la zone euro**. Depuis la création de l’euro, les pays de la zone euro ont une politique monétaire commune, contrôlée par la Banque Centrale Européenne (BCE). Cela signifie que chaque État membre ne peut plus ajuster ses taux d’intérêt ou manipuler sa monnaie pour répondre à ses besoins économiques spécifiques.

La BCE fixe les taux d’intérêt en fonction de la situation économique de l’ensemble de la zone euro, ce qui peut ne pas être adapté à chaque pays individuellement. Par exemple, un pays en récession pourrait souhaiter baisser ses taux d’intérêt pour stimuler la demande, mais il ne peut le faire si la BCE estime que ce n’est pas nécessaire pour la zone euro dans son ensemble. L’intégration monétaire limite donc la marge de manœuvre des États pour agir sur leur propre économie.

## Les contraintes budgétaires

**Comment le niveau d’endettement public peut limiter les dépenses de l’État**

Les dépenses publiques sont l’un des outils majeurs de l’intervention étatique. Cependant, celles-ci sont limitées par le niveau d’endettement public. Lorsqu’un État accumule des déficits (c’est-à-dire dépense plus qu’il ne perçoit en recettes), il doit emprunter pour combler cet écart, ce qui augmente sa dette publique. À terme, un niveau d’endettement trop élevé peut devenir un frein pour les politiques publiques, car le remboursement de la dette et le paiement des intérêts mobilisent une partie croissante des ressources de l’État, au détriment d’autres dépenses, comme l’éducation ou la santé.

Le célèbre économiste **John Maynard Keynes** soutenait que l’État pouvait s’endetter pour relancer l’économie en période de récession. Cependant, les économistes plus contemporains comme **Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff** ont souligné qu’au-delà d’un certain seuil, la dette publique peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique. Dans leur ouvrage *This Time is Different* (2009), ils montrent que des niveaux de dette trop élevés peuvent générer de l’incertitude, augmenter les taux d’intérêt (car les créanciers demandent une prime de risque), et décourager l’investissement privé.

**La question de la soutenabilité de la dette publique**

La **soutenabilité de la dette publique** fait référence à la capacité d’un État à rembourser ses dettes sans avoir besoin de recourir à des mesures drastiques (comme l’augmentation massive des impôts ou la réduction des dépenses essentielles). Si la dette publique devient insoutenable, l’État risque de ne plus pouvoir emprunter sur les marchés financiers ou d’être contraint de réduire drastiquement ses dépenses, ce qui aurait un impact négatif sur l’économie.

Les économistes **Olivier Blanchard** et **Paul Krugman** soutiennent qu’une dette élevée n’est pas nécessairement problématique tant que les taux d’intérêt sont bas et que la croissance économique est suffisante. En effet, si le taux de croissance économique est supérieur au taux d’intérêt de la dette, alors la dette publique peut être « autosuffisante » et ne nécessite pas de mesures d’austérité. Cependant, si les taux d’intérêt augmentent ou que la croissance ralentit, la dette peut devenir un lourd fardeau pour l’économie.

## Les effets pervers de l’intervention de l’État

Bien que l’intervention de l’État vise généralement à corriger les défaillances du marché ou à soutenir l’économie, elle peut aussi entraîner des **effets pervers**, c’est-à-dire des conséquences non souhaitées ou négatives. Certains de ces effets pervers incluent l’inflation et les distorsions de marché.

**L’inflation**

Lorsque l’État injecte trop d’argent dans l’économie (par des dépenses publiques massives ou par une politique monétaire très expansionniste), cela peut entraîner une hausse de la demande globale au-delà de la capacité de production de l’économie. Cela se traduit par une augmentation des prix, ou **inflation**. Une inflation modérée est normale et même souhaitable pour l’économie, mais une inflation trop élevée peut éroder le pouvoir d’achat des citoyens et rendre les investissements moins attractifs.

L’économiste **Milton Friedman** a soutenu dans sa théorie monétariste que « l’inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». Selon lui, si l’État (ou la banque centrale) injecte trop de monnaie dans l’économie, cela finit par provoquer de l’inflation, car il y a davantage d’argent en circulation sans augmentation proportionnelle de la production de biens et services. Friedman prônait donc une politique monétaire stricte, visant à contrôler la masse monétaire pour éviter les excès d’inflation.

**Distorsions de marché**

L’intervention de l’État peut également créer des **distorsions de marché**, c’est-à-dire des déséquilibres qui modifient le comportement des agents économiques de manière non optimale. Par exemple, des subventions accordées de manière excessive ou à des secteurs non compétitifs peuvent fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises au détriment d’autres. Ces distorsions peuvent aboutir à une mauvaise allocation des ressources, où les capitaux et les talents sont attirés vers des secteurs non rentables simplement parce qu’ils reçoivent un soutien de l’État.

L’économiste autrichien **Friedrich Hayek** critiquait fortement l’intervention de l’État en économie, estimant que cela faussait les signaux des prix et perturbait le mécanisme naturel du marché, qui, selon lui, est le moyen le plus efficace de coordonner l’activité économique. Dans *La Route de la servitude* (1944), il soutenait que l’intervention excessive de l’État conduit à une perte de liberté et à une inefficacité économique, car elle impose des décisions centralisées qui sont souvent mal adaptées aux réalités locales et aux préférences individuelles.

**L'effet d’éviction**

Un autre effet pervers bien connu est l’**effet d’éviction**. Lorsque l’État emprunte beaucoup pour financer ses dépenses, il peut « évincer » ou réduire les investissements privés en augmentant les taux d’intérêt. Les investisseurs privés, voyant les taux d’intérêt augmenter, sont découragés d’emprunter pour financer leurs projets, ce qui peut freiner la croissance à long terme. Cet effet est particulièrement important lorsque les ressources financières disponibles sont limitées et que l’État mobilise une grande partie de ces ressources pour ses propres besoins.

Bien que l’intervention de l’État soit cruciale pour corriger certaines défaillances du marché et stabiliser l’économie, elle est limitée par plusieurs contraintes. La mondialisation réduit la liberté d’action des États, les contraintes budgétaires limitent leur capacité de financement, et les effets pervers peuvent entraîner des déséquilibres supplémentaires, tels que l’inflation et les distorsions de marché. Ces limites montrent qu’il est essentiel pour l’État de mesurer attentivement ses interventions et de trouver un équilibre entre soutien économique et stabilité financière.

# La régulation supranationale dans le cadre européen

La régulation supranationale dans l’Union européenne (UE) est un cadre complexe où les États membres délèguent certaines de leurs compétences économiques à des institutions communes pour renforcer la cohérence et la stabilité économique sur tout le continent. L’objectif est de créer une union économique plus intégrée tout en permettant aux pays membres de conserver une part de leur autonomie.

## Le partage des compétences entre l’Union européenne et les États membres

**Les domaines de compétence de l’UE en matière économique**

En matière économique, l’Union européenne exerce une influence notable dans certains domaines, principalement à travers la **politique monétaire** et la **politique de la concurrence**.

* **Politique monétaire** : La Banque centrale européenne (BCE) est responsable de la politique monétaire pour l’ensemble de la zone euro, c’est-à-dire les pays qui ont adopté l’euro comme monnaie unique. La BCE contrôle les taux d’intérêt et la masse monétaire dans la zone euro, avec pour objectif principal de maintenir la stabilité des prix. Cette compétence est exclusive à l’UE, ce qui signifie que les États membres de la zone euro ne peuvent plus décider individuellement de leurs politiques monétaires.
* **Politique de la concurrence** : L’UE dispose également d’une compétence exclusive en matière de concurrence pour garantir le bon fonctionnement du marché unique. La Commission européenne veille à ce que les règles de concurrence soient respectées par les entreprises, empêchant les pratiques anticoncurrentielles comme les cartels et les abus de position dominante. L’UE intervient aussi pour contrôler les aides d’État, en limitant les subventions accordées par les États à leurs entreprises nationales pour éviter toute distorsion de la concurrence. L’économiste **Jean Tirole**, prix Nobel d’économie, a contribué à clarifier l’importance d’une régulation de la concurrence efficace pour le bon fonctionnement des marchés, en soulignant les effets pervers des monopoles et des comportements anticoncurrentiels sur l’innovation et le bien-être des consommateurs.

**Les principes de subsidiarité et de proportionnalité**

Pour déterminer quels domaines relèvent de l’UE et lesquels sont laissés aux États membres, l’Union s’appuie sur deux principes : la **subsidiarité** et la **proportionnalité**.

* **Principe de subsidiarité** : Ce principe signifie que l’UE n’intervient que dans les domaines où son action est plus efficace que celle des États membres agissant seuls. Par exemple, des politiques de régulation environnementale peuvent être mieux appliquées au niveau européen, car les problématiques environnementales dépassent souvent les frontières nationales.
* **Principe de proportionnalité** : Ce principe impose que l’action de l’UE soit limitée à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre les objectifs fixés. En d’autres termes, l’UE doit éviter toute intervention excessive et se contenter de ce qui est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du marché unique ou d’autres objectifs communs.

Ces principes sont inspirés des travaux de théoriciens du fédéralisme comme **Alexis de Tocqueville**, qui a analysé les avantages de la décentralisation dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*. Selon lui, un gouvernement central doit intervenir uniquement dans les domaines où il est plus efficace que les entités locales pour résoudre un problème.

## La politique économique de la zone euro

**La politique monétaire unique de la BCE et ses objectifs**

La **politique monétaire de la zone euro** est sous la responsabilité de la Banque centrale européenne (BCE), qui a pour objectif principal de maintenir la **stabilité des prix**. Cela signifie que la BCE cherche à maintenir l’inflation à un niveau stable, autour de 2 % par an. Elle utilise pour cela des instruments comme les **taux d’intérêt directeurs** et des politiques d’**achat d’actifs financiers**.

L’un des défis de la politique monétaire unique est qu’elle ne peut pas être ajustée aux spécificités économiques de chaque pays membre. Par exemple, en période de crise, certains pays peuvent avoir besoin de taux d’intérêt très bas pour relancer leur économie, tandis que d’autres peuvent préférer des taux plus élevés pour éviter une surchauffe. En imposant une politique monétaire unique, la BCE doit trouver un compromis, ce qui peut parfois être difficile dans une zone aussi hétérogène.

**Les difficultés de la coordination des politiques budgétaires des États membres**

La **politique budgétaire**, c’est-à-dire la gestion des dépenses publiques et des recettes fiscales, reste une compétence nationale, ce qui pose un défi pour la cohérence de la zone euro. Contrairement à la politique monétaire, qui est centralisée, chaque pays de la zone euro est libre de mener sa propre politique budgétaire, ce qui peut engendrer des déséquilibres économiques au sein de la zone.

Pour limiter ces déséquilibres, l’UE a mis en place des règles, comme le **Pacte de stabilité et de croissance (PSC)**, qui fixe des plafonds pour le déficit budgétaire (maximum 3 % du PIB) et la dette publique (maximum 60 % du PIB). Cependant, ces règles ont souvent été critiquées, car elles peuvent limiter la capacité des États à investir et à stimuler leur économie en période de crise. L’économiste **Paul Krugman** a critiqué ce type de politique d’austérité, en soulignant que la réduction des dépenses publiques en période de récession peut aggraver les difficultés économiques au lieu de les atténuer.

La **coordination budgétaire** est donc un enjeu majeur pour la zone euro, car des politiques budgétaires divergentes peuvent mettre en péril la stabilité de l’union monétaire. Par exemple, des États très endettés peuvent entraîner une augmentation des taux d’intérêt pour l’ensemble de la zone euro, ce qui limite la capacité de tous les pays à emprunter pour financer leurs dépenses.

## Les défis de la régulation européenne

**Les enjeux de l’harmonisation fiscale et sociale au sein de l’UE**

L’un des grands défis de l’Union européenne est l’harmonisation fiscale et sociale entre les États membres. La fiscalité et la protection sociale sont des compétences nationales, mais les disparités entre les systèmes fiscaux et sociaux des différents pays créent des inégalités et des distorsions au sein de l’UE.

* **Harmonisation fiscale** : Les entreprises peuvent choisir d’implanter leur siège dans les pays où les impôts sont les plus faibles pour réduire leur charge fiscale. Cela crée un phénomène de **concurrence fiscale** entre les États membres, certains pays ayant des taux d’imposition très bas pour attirer les entreprises, au détriment de leurs voisins. L’économiste **Thomas Piketty**, connu pour ses travaux sur les inégalités, a plaidé pour une harmonisation fiscale en Europe afin de limiter les inégalités et d’empêcher les entreprises de profiter des écarts de fiscalité pour réduire leurs impôts.
* **Harmonisation sociale** : De même, les différences en termes de salaires et de protection sociale entre les pays créent des disparités. Par exemple, dans les pays où les charges sociales sont plus faibles, les entreprises ont un avantage concurrentiel par rapport à celles des pays à charges élevées. Cela peut conduire à des **délocalisations** et à une pression à la baisse sur les salaires et les protections sociales, ce qui peut être préjudiciable aux travailleurs et au tissu social de certains pays.

L’économiste **Karl Polanyi**, dans son ouvrage *La Grande Transformation* (1944), a montré que la dérégulation et la concurrence non encadrée peuvent entraîner des tensions sociales et économiques. Il soutient que pour éviter de telles tensions, une régulation harmonisée est nécessaire pour maintenir un équilibre entre la compétitivité et la protection sociale.

**Les perspectives de la construction européenne et de la zone euro**

La construction européenne repose sur une volonté de renforcer l’intégration économique et politique entre les États membres, mais elle fait face à plusieurs défis.

1. **Avancer vers une union budgétaire** : Une des pistes de réforme discutée est celle de la création d’un **budget européen** plus conséquent pour permettre à l’UE de mener une politique budgétaire commune, capable de soutenir les États membres en cas de crise. Un budget plus important permettrait d’assurer une plus grande solidarité entre les pays de la zone euro.
2. **Renforcer la convergence économique** : La zone euro réunit des économies très diverses, avec des niveaux de développement, de productivité, et de structures économiques différents. Cette diversité rend la gestion économique complexe, car les mesures adaptées à un pays peuvent ne pas convenir aux autres. L’économiste **Robert Mundell**, père de la théorie des zones monétaires optimales, a souligné que pour qu’une union monétaire fonctionne bien, les économies qui la composent doivent être suffisamment convergentes.
3. **Accroître la légitimité démocratique des institutions européennes** : Le processus de décision en Europe est souvent perçu comme éloigné des citoyens. De nombreux experts estiment qu’il est crucial de renforcer la transparence et l’implication des citoyens dans la prise de décision pour assurer le succès de la construction européenne.

La régulation supranationale dans le cadre européen a permis une intégration économique sans précédent, mais elle fait face à des défis importants. Le partage des compétences entre l’UE et les États membres, les disparités fiscales et sociales, et la nécessité de coordonner les politiques économiques restent des obstacles à surmonter pour construire une Europe plus cohérente et résiliente. La voie à suivre pourrait inclure une plus grande harmonisation, une union budgétaire renforcée, et une convergence économique plus étroite entre les pays membres pour garantir la stabilité de la zone euro à long terme.

# Résumé

|  |
| --- |
| L’économiste Richard Musgrave distingue trois fonctions principales de l’État dans l’économie : l’allocation des ressources, la redistribution, et la stabilisation. Dans la fonction d’allocation, l’État intervient pour fournir des biens et services essentiels qui ne sont pas assurés par le marché, comme les infrastructures ou l’éducation. En gérant les biens publics et en réglementant les externalités, l’État pallie les défaillances du marché.  La fonction de redistribution vise à réduire les inégalités de revenus grâce à des outils fiscaux et des transferts sociaux, pour garantir des conditions de vie minimales. Enfin, dans sa fonction de stabilisation, l’État agit sur l’économie en utilisant des politiques conjoncturelles (dépenses publiques et taux d’intérêt) pour ajuster la demande globale et des politiques structurelles (éducation et innovation) pour assurer une croissance durable.  Face aux déséquilibres économiques tels que la récession, l’inflation, et le chômage, l’État peut adopter différentes stratégies. La croissance économique est mesurée principalement par le PIB, et l’État encourage une croissance à long terme par l’investissement dans le capital humain, les infrastructures, et la recherche. Cependant, des économistes comme Nicholas Stern soulignent l’importance de maintenir une croissance soutenable pour minimiser les impacts environnementaux. Contre l’inflation, les politiques monétaires de la banque centrale (comme l’augmentation des taux d’intérêt) sont privilégiées, tandis que la politique budgétaire agit sur la demande en ajustant les impôts et les dépenses. Le chômage, sous ses diverses formes (conjoncturel, structurel et frictionnel), est un autre défi ; l’État y répond par des politiques de l’emploi, la formation, et en rendant le marché du travail plus flexible.  Les politiques économiques se divisent en deux catégories : les politiques conjoncturelles et les politiques structurelles. Les premières visent à stabiliser l’économie à court terme en répondant aux fluctuations de l’activité. John Maynard Keynes, pionnier des politiques conjoncturelles, propose que l’État soutienne la demande pour atténuer les crises. Les politiques structurelles, quant à elles, cherchent à renforcer les fondations de l’économie pour une croissance à long terme. Elles s’articulent autour des investissements publics, de l’éducation, de l’innovation, et de la concurrence. Bien que ces politiques se concentrent sur l’offre, elles peuvent aussi stimuler la demande dans des secteurs stratégiques, comme les énergies renouvelables, pour favoriser un développement durable.  Cependant, l’intervention de l’État est limitée par plusieurs facteurs. La mondialisation restreint l’autonomie des États, qui doivent concilier attractivité économique et régulation, sous peine de voir leurs entreprises délocalisées. La politique monétaire unique de la zone euro est un exemple de perte de souveraineté nationale, car la Banque centrale européenne décide des taux d’intérêt pour tous les pays membres. Par ailleurs, l’endettement public limite la capacité d’action des gouvernements, et des niveaux de dette trop élevés peuvent engendrer de l’incertitude économique. Enfin, l’intervention de l’État peut avoir des effets pervers, comme l’inflation, en augmentant la demande globale, ou des distorsions de marché en faussant la concurrence.  Au niveau supranational, la régulation européenne organise le partage des compétences entre l’Union européenne et les États membres. La Banque centrale européenne (BCE) gère la politique monétaire de la zone euro pour maintenir la stabilité des prix, tandis que la Commission européenne supervise la politique de concurrence pour assurer le bon fonctionnement du marché unique. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité limitent l’intervention de l’UE aux domaines où elle est plus efficace que les États membres. La coordination des politiques budgétaires est toutefois difficile, car les pays conservent leur souveraineté en matière de dépenses publiques.  Les défis de la régulation européenne incluent l’harmonisation fiscale et sociale. Les disparités fiscales créent une concurrence entre États pour attirer les entreprises, tandis que les différences de protection sociale et de salaires génèrent des tensions économiques et sociales. Des économistes comme Thomas Piketty appellent à une harmonisation pour réduire les inégalités. Enfin, la construction européenne envisage des réformes comme l’union budgétaire, un budget européen accru, et une convergence économique pour renforcer la cohérence et la résilience de la zone euro face aux crises.  En résumé, l’État et l’Union européenne jouent des rôles complémentaires dans la régulation de l’économie, mais font face à des limites et des défis complexes, surtout dans un contexte de mondialisation et d’interdépendance accrue. |

# Exercice





